

80 ANS
DE LA **LIBÉRATION**
DE LA **SEINE-ET-MARNE**

*Portraits de résistants
seine-et-marnais*



←
Pour accéder
à la brochure en ligne



Le haut-fonctionnaire

VALENTIN ABEILLE
1907-1944

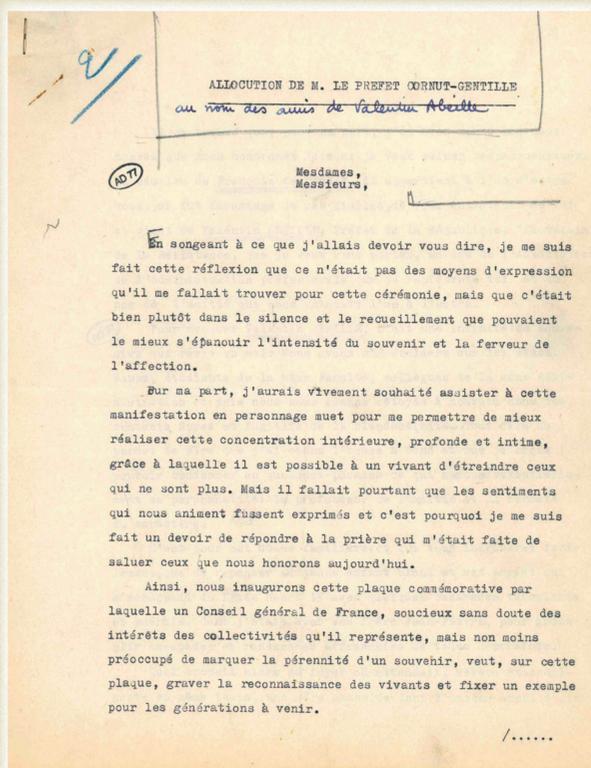
Valentin Abeille entre dans la fonction publique d'État, assurant la relève de son père, sous-préfet mort au début de la Première Guerre mondiale. Attaché à divers cabinets ministériels, il est nommé sous-chef à la préfecture de Police, puis sous-préfet de Provins en 1938.

Officier de réserve de cavalerie, il s'engage, lorsqu'éclate le deuxième conflit mondial, au 29^e Dragons. Fin 1941, il entre en contact à Marseille avec le mouvement de résistance Combat dont il rencontre le leader, Henri Frenay. En contact avec Marcel Pecq, chef régional de Combat, Valentin Abeille est nommé chef départemental du mouvement pour le Jura. Sous le nom de Colleone, il devient chef pour le Jura de l'Armée secrète (AS). En janvier 1943, recherché par la Gestapo, il prend le maquis dans le Jura. Il rejoint ensuite, à Londres, la France Libre du général de Gaulle et est affecté au Bureau central de renseignements et d'action (BCRA). Aidé par son adjoint Maurice Guillaudot et par son frère jumeau, Jean-Pierre Abeille, secrétaire général de la préfecture du Calvados, il réussit à regrouper les forces militaires des organisations de résistance de quatorze départements. Désormais dénommé Méridien, il met en œuvre des plans mis au point à Londres. Poursuivi par les forces d'occupation, il est arrêté par la Gestapo le 31 mai 1944 dans le VIII^e arrondissement de Paris. Il meurt sous la torture, le 2 juin 1944.

Valentin Abeille est nommé Compagnon de la Libération en 1945.



Vent d'Ouest : hebdomadaire régional du MLN [Mouvement de libération nationale] et de défense de la France / directeur P. Heger, 4 août 1945 - Bibliothèque nationale de France, département Droit, économie, politique, FOL-JO-2993.



Allocution du préfet de Seine-et-Marne Bernard Cornut-Gentille, dans Hommage à la mémoire de François de Tesson et de Valentin Abeille, Melun, Imprimerie administrative, 1948. (AD, cote SC 51174)

En haut :
Portrait de Valentin Abeille.
(AD77, cote SC 51174)



Le politique

FRANÇOIS DE TESSAN
1883 - 1944

Face aux accords de Munich : un visionnaire

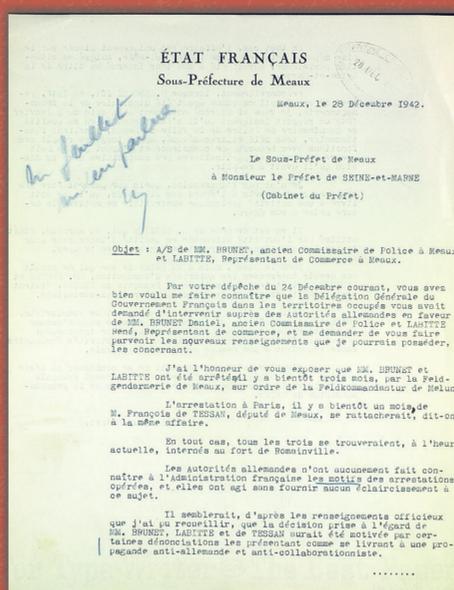
François de Tesson crée à Meaux en 1936 un nouveau journal, *Le Peuple de la Brie*, dans lequel il publie de nombreux éditos ainsi que des chroniques consacrées aux relations internationales. Il publie la même année *Voici Adolf Hitler*, un ouvrage à valeur prophétique, qui dénonce l'idéologie nationale-socialiste et les risques que celle-ci fait peser sur la sécurité européenne. Sa mobilisation contre le nazisme ne faiblit à aucun moment. En 1938, il prend le contre-pied de l'opinion dominante en qualifiant les accords de Munich de « suicide démocratique », s'opposant ouvertement au nouveau Président du Conseil et camarade de parti, Édouard Daladier. Il est de ceux qui préféreraient une alliance temporaire avec l'URSS communiste, afin de combattre les pays fascistes (Allemagne nazie et Italie).

Lorsqu'éclate le second conflit mondial, il ne tarde pas à encourager différents mouvements de Résistance, s'appuyant notamment sur ses réseaux diplomatiques, se réfugiant un temps dans la clandestinité. Il est arrêté sur dénonciation à Evaux-les-Bains (Creuse) en novembre 1942, avant d'être transféré le 12 janvier 1943 au camp de Compiègne-Royallieu puis en Allemagne, au camp de Buchenwald. François de Tesson meurt de maladie et d'épuisement en avril 1944.

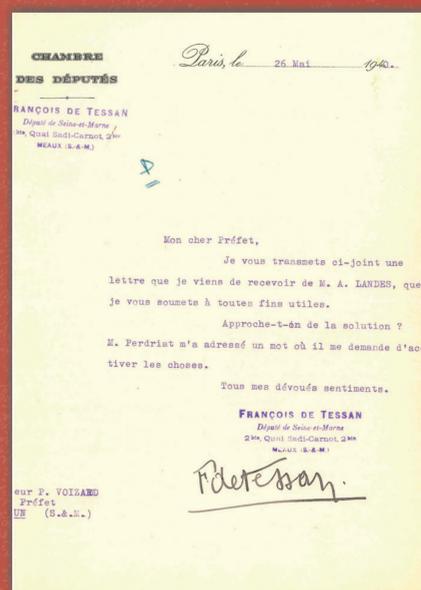
En souvenir de son engagement, une colonne, surplombée d'une flamme, est édiflée dans le cimetière de Nanteuil-les-Meaux.



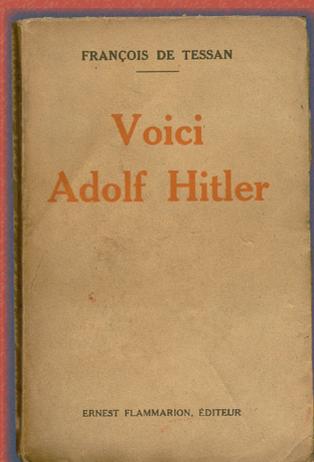
Le Peuple de la Brie, 24 novembre 1938 – (AD77, cote PZ 272/1).



Rapport concernant l'arrestation de François de Tesson, 28 décembre 1942 – (AD77, cote SC 51226).



Signature de François de Tesson, Lettre autographe adressée au préfet de Seine-et-Marne – (AD77, cote SC51251).



Couverture de l'ouvrage *Voici Adolf Hitler* (1936) – (AD77, cote 16°3037).

En haut :
Portrait de François de Tesson dans
Hommage à la mémoire de François
de Tesson et de Valentin Abeille, Melun,
Imprimerie administrative, 1948. (AD77,
cote SC 51174)



Le politique

FRANÇOIS DE TESSAN

1883 - 1944

Du journalisme à l'engagement politique

Issu d'une famille de l'aristocratie cévenole, François de Tesson termine sa licence de lettres en 1903 puis part aux États-Unis. Il épouse, en 1910, Suzanne Verdier, fille d'un éminent industriel seine-et-marnais.

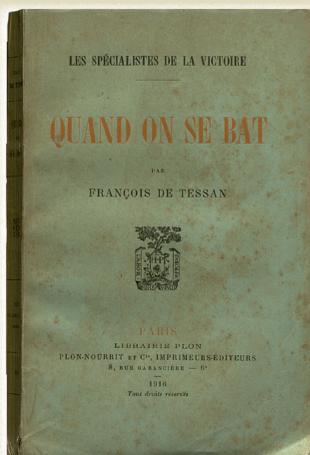
Grand reporter (1909-1914), il est journaliste à La liberté (quotidien qui paraît de 1865 à 1940), correspondant du journal Le Matin à New-York où il est alors très lié au milieu franco-américain de San Francisco.

Sergent d'infanterie, sous-officier et aide de camp du maréchal Joffre, blessé à plusieurs reprises, cité, décoré de la Croix de Guerre, François de Tesson termine le premier conflit mondial avec le grade de capitaine. Membre de la mission Viviani-Joffre en 1917 et proche de l'état-major du général Pershing, commandant les forces américaines en France, il rend compte de cet engagement dans les médias français et américains.

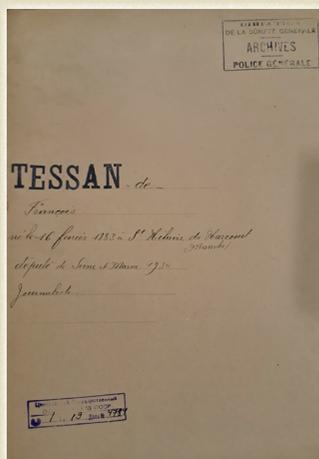
En 1920, il repart en mission en Indochine aux côtés du maréchal Joffre ; dans ses analyses, il juge nécessaire la mise en œuvre de profondes réformes dans l'organisation coloniale.



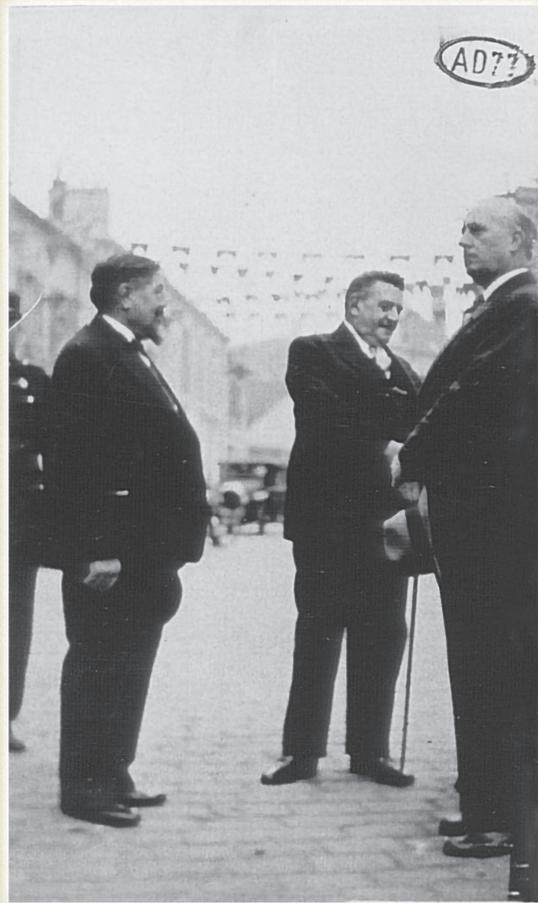
F. de Tesson. Rédacteur à la Liberté : [photographie, tirage de démonstration] / [Atelier Nadar], photogr. pos. sur papier albuminé : d'après nég. sur verre ; 14,5 x 10,5 cm - Bibliothèque nationale de France, département Estampes et photographie, NA-238 (48)-FT 4.



Couverture de l'ouvrage *Quand on se bat* (1916) - (AD77, cote 16° 2574).



Dossier de police générale sur François de Tesson - Archives nationales, F/1c11/135/1-F/1c11/141/2.



Arthur Chaussy reçoit Édouard Herriot sur la place de l'hôtel de ville de Brie-Corme-Robert, avec François de Tesson 11 septembre 1938 (photo noir et blanc, document de René-Charles Plancke, coll. Jacques Pontonne) - AD77, cote J 1003-2.

En haut :
Portrait de François de Tesson à son bureau : [photographie de presse] / [Agence Rol], 1933, 1 photogr. nég. sur verre ; 18 x 13 cm - Bibliothèque nationale de France, département Estampes et photographie, El-13 (1907).



Le fusilier marin commando du D-Day

PAUL ROLLIN

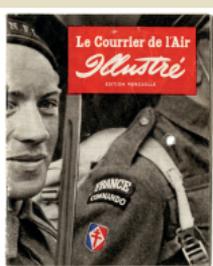
1923 - 1944

Né à Souppes-sur-Loing, Paul Rollin tente de s'engager dans l'armée en juin 1940 mais la débâcle annule son projet. Il s'engage en octobre 1942 dans l'armée d'Armistice ce qui lui permet de passer en zone libre. Un mois plus tard, son régiment dissous, Paul Rollin est renvoyé à la vie civile. Il se rend alors chez un oncle à Marseille puis, en décembre 1942, il franchit la frontière dans les Pyrénées orientales. Arrêté par la Garde civile espagnole, il est interné dans des conditions difficiles à Gérone jusqu'à la fin du mois de février 1943. Se faisant passer pour un canadien, il est libéré. Paul Rollin se rend à Barcelone, puis à Madrid et enfin à Gibraltar où il arrive en avril 1943. Il s'engage immédiatement dans les Forces navales françaises libres et embarque sur un navire britannique. Il arrive en Angleterre en mai 1943. En juin, Paul Rollin intègre les fusiliers marins commandos du capitaine Philippe Kieffer. Il subit ensuite un entraînement particulièrement intensif. Fin décembre 1943, il prend part à un raid de reconnaissance sur la plage entre Étretat et Bénouville (Seine-Maritime).

Le 6 juin 1944, Paul Rollin est l'un des 177 soldats français qui débarquent sur les plages de Normandie. Blessé d'une balle dans la tête devant le casino d'Ouistreham, il est ramené en Angleterre où il décède quelques jours plus tard.



ANNONCE DE LA MORT DE PAUL ROLLIN
Les Seine-et-Marnais, et plus particulièrement les habitants de Souppes-sur-Loing, apprennent le décès de Paul ROLLIN en octobre 1944. Les circonstances de sa mort restent encore imprécises. Le corps de Paul ROLLIN a été rapatrié en France en 1949; il repose depuis au cimetière de Souppes.
La République de Seine-et-Marne, 25 octobre 1944. (AD77, PZ290A41)



En haut : Photographie de Paul Rollin. (AD77, cote B5260)

LES FUSILIERS MARINS COMMANDO
Le Courrier de l'Air est une revue britannique livrée en France par la Royal Air Force. Comme Radio Londres, c'est une des armes de la guerre de l'information que se livrent Allemands et Alliés. La une de ce numéro de 1943 représente les fusiliers marins commando des Forces navales françaises libres (FNFL). Si les uniformes sont britanniques, les insignes sont bien français. C'est à cette unité qu'appartient Paul Rollin. (AD77, M3435-31)

L'ATTAQUE DU CONVOI Jeudi 29 avril [1943]

Le matin le ciel est gris et la mer un peu agitée. R. A. S. ce matin. Cet après-midi, j'écris une petite pièce pour m'amuser. Ce soir à 18 heures mes camarades et les autres passagers du navire organisent une petite fête pour fêter notre arrivée en Angleterre. Cette fête aura lieu un peu plus tard, car les boches pour la première fois depuis notre départ nous attaquent. Ce sont, je crois, deux Focke-Wulf. Tout d'abord ils nous survolent et enfin c'est l'attaque prévue et sans laquelle le voyage aurait manqué d'imprévu. J'assiste à la chute de la première bombe à une trentaine de mètres du navire. Toute la D. C. A. des bâtiments tire à plein gaz. Voici la troisième attaque qui arrive. Notre navire a un trou juste dans la pièce où nous couchons. J'écris ces lignes en pleine attaque entre les coups de D. C. A. Maintenant c'est fini. Les boches en ont eu marre et demain en France dans le communiqué du grand reich allemand les Français pourront lire « Un grand convoi ennemi jaugeant 250 000 ou 30 000 tonnes a été coulé au large des côtes françaises ». Au total 5 bombes ont été lâchées. Nous couchons tout habillés.

Paul Rollin, Cahiers d'Espagne, Bulletin d'art et d'histoire de la vallée du Loing, n°1, 1998, p.205 (AD77, REV2483/1)

DES LIEUX À SA MÉMOIRE

Paul Rollin a tenu de juin 1940 à juin 1944 un journal dans lequel il note ce qu'il vit. À l'exception du dernier, ses cahiers ont été conservés. Ils ont été retranscrits par Michel Ballot de la Société d'histoire et d'archéologie de Souppes-sur-Loing et de ses environs. Après sa détention à Gérone, Paul Rollin arrive à Gibraltar et s'engage immédiatement dans les Forces françaises libres. Le 20 avril 1943 il embarque sur le Stirling Castle, un navire transporteur de troupes, qui doit l'emmener en Angleterre.



*Agent de liaison
« sincèrement attachée
à ses convictions »*

ANGÈLE MERCIER

1909 - 1943

Née à Chaumes, Angèle Mercier vit à Touquin, puis à Paris à partir de 1933. Gérante d'un hôtel, elle vit avec Pierre Landrieux (1913-2008). Membre du Parti Communiste, le couple s'engage auprès des républicains espagnols : Pierre combat en Espagne, Angèle aide les réfugiés en France. En 1939, ils œuvrent à la Maison des Blessés, qui soigne les mutilés d'Espagne. Après l'Armistice de 1940, si Pierre est prisonnier en Prusse (région) jusqu'en 1945, Angèle Mercier diffuse des tracts contre la collaboration et fréquente d'anciens des Brigades Internationales, dont le futur « colonel Fabien » Pierre Georges (1919-1944). En 1941, elle les rejoint au sein de l'Organisation Spéciale (OS). Devenue agent de liaison de l'état-major des Francs-Tireurs et Partisans (FTP) de la région parisienne, elle assume des missions dangereuses comme le transport d'armes. Arrêtée le 21 décembre 1942, elle est torturée durant 7 jours. Parvenue à ne rien révéler, elle est transférée à Fresnes, à Compiègne, puis déportée le 24 janvier 1943 à Auschwitz. Elle y décède d'épuisement le 9 avril 1943.

Le convoi qui emmène Angèle Mercier du 24 au 27 janvier 1943 a été le seul à transporter des femmes françaises désignées « politiques » au camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz-Birkenau. Surnommé « le convoi des 31 000 », en raison des numéros d'immatriculation attribués, il transportait 230 femmes. Seules 11 d'entre elles ont survécu.

UNE LETTRE JETÉE DU TRAIN

Parmi les lettres jetées des convois et ramassées par des cheminots sur les voies, Angèle Mercier s'adresse à Henriette Landrieux, la mère de Pierre :

« Bien chère mère, après avoir passé 25 jours à Fresnes et 2 jours à Compiègne, nous partons demain pour l'Allemagne. Je vous espère en bonne santé. Pour moi, la santé est bonne si ce n'est que je souffre de la faim, du manque de nouvelles de mon René et de vous tous. Je ne puis vous écrire toute la peine que je ressens de quitter mon sol natal ; mais j'espère bientôt vous revoir. Je vous recommande ma mère... Je suis avec beaucoup de femmes, avec la petite Simone Sampaix et il y a vraiment de braves femmes pour me remonter le moral. Enfin il faut prendre courage et beaucoup de patience. J'espère que je verrai mon René bientôt. Je souffre de ne pas avoir de ses nouvelles. J'espère que vous en avez de bonnes. Dites-lui que je l'embrasse de tous mon cœur et que toutes mes plus douces pensées sont vers lui. Je vous quitte tous en vous embrassant et espérant être bientôt parmi vous. Et vous, chère mère, je vous embrasse tendrement. Votre Angèle. »

« René » est le surnom de Pierre Landrieux. Simone Sampaix (1924-1998), fille de Lucien Sampaix, secrétaire général de L'Humanité fusillé en 1941, est une résistante communiste.

En haut : Angèle Mercier photographiée à Auschwitz-I, le 3 février 1943, avec sur la poitrine le triangle rouge marqué d'un F, symbole des déportés politiques français, et le numéro 31 851.

Source : Musée d'État d'Auschwitz-Birkenau, Oświęcim, Pologne / Collection Association Mémoire Vive

DES LIEUX À SA MÉMOIRE

Deux lieux portent la mémoire d'Angèle Mercier.

À Touquin, une rue a été rebaptisée « Rue Angèle Mercier », son nom est inscrit sur le monument aux morts de la commune. À Paris, le 30 novembre 2006, le Centre d'animation Solidarité-Angèle Mercier est inauguré au 133-135 boulevard Sérurier dans le 19^e arrondissement.

Les Justes d'Avon



RÉMY DUMONCEL
1888 - 1945
Maire d'Avon



PAUL MATHÉRY
1888 - 1945
Secrétaire général de la mairie d'Avon



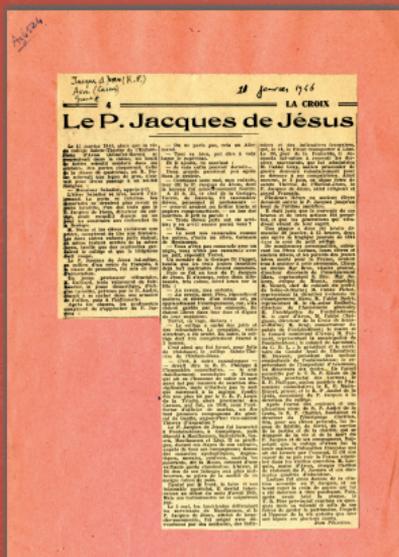
LE PÈRE JACQUES
1900 - 1945
Directeur du Petit Collège des Carmes à Avon

L'appellation de Justes parmi les Nations adoptée par l'État d'Israël en 1963, désigne les non-juifs qui ont mis leur vie en péril, pour secourir des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Parmi les 28 217 noms honorés dans le Jardin des Justes du mémorial de Yad Vashem à Jérusalem, trois d'entre eux ont marqué l'histoire de la Seine-et-Marne et d'Avon. Rémy Dumoncel, Paul Mathéry et Lucien Bunel, dit le Père Jacques, sont des figures de la résistance seine-et-marnaise.

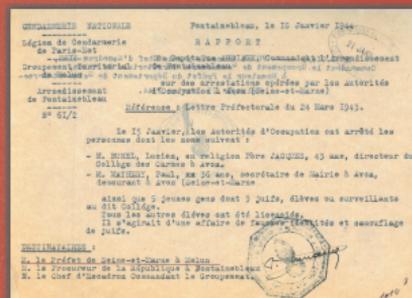
Fondé en 1941, le réseau Vélite-Thermopyles est spécialisé dans le renseignement. Membres actifs de ce réseau en vertu de leurs positions sociales, Rémy Dumoncel, le Père Jacques et Paul Mathéry, agissent de concert en menant des actions permettant entre autre de fournir de fausses identités et d'héberger des personnes persécutées. L'histoire des trois enfants juifs cachés au Petit Collège, dirigé par le Père Jacques, est l'un des symboles du fonctionnement du réseau.

L'année 1944 est marquée par plusieurs vagues d'arrestation dans la commune. Rémy Dumoncel, le Père Jacques et Paul Mathéry, ainsi qu'une partie du conseil municipal et des agents de la ville, sont déportés dans les camps desquels ils ne reviennent pas.

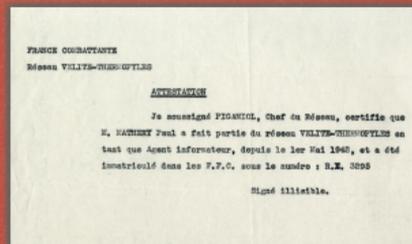
Pour leurs actions, Rémy Dumoncel et le Père Jacques en 1985 puis Paul Mathéry en 2002 reçoivent, à titre posthume, la médaille des Justes.



Article extrait du journal La Croix de janvier 1946, relatant l'arrestation du Père Jacques (AD77, cote AZ 4524)



Rapport de la gendarmerie nationale adressé au Préfet de Seine-et-Marne mentionnant l'arrestation à Avon le 15 janvier 1946 de Lucien Bunel (le Père Jacques), de Paul Mathéry et de trois enfants juifs, Hans-Héinut Michel (13 ans), Jacques Halpern (15 ans) et Maurice Schlasser (17 ans). (AD77, cote M11409)



Correspondance émise après la guerre par Pierre Pignatelli attestant de l'appartenance de Paul Mathéry au réseau Vélite-Thermopyles. (AD77, cote 3261)

En haut :
Portraits des Justes d'Avon
(AD77, cote 3261)



Mort pour la France à 20 ans

**LÉONIE, RENÉ
ET ARTHUR DE SMET**

Léonie (1904-1987), tenancière d'un café-épicerie, et René (1899- ?) De Smet, employé de l'usine à gaz, font de leur domicile du 15 avenue d'Ulm à Chelles, un refuge clandestin dès janvier 1941. Leur fils Arthur (1924-1944), cheminot à la gare de triage de Vaires-sur-Marne, entre dans la Résistance en juin 1941. Réfractaire du Service du travail obligatoire (STO), il est actif au maquis de Dourdan, en Haute-Savoie, puis chez les Francs-Tireurs et Partisans des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI-FTP) de Chelles sous les ordres du médecin Henri Blanchet (1916-1944). Comme les résistants du secteur, il dirige évadés étrangers, réfractaires, parachutistes alliés, maquisards ou personnes recherchées par la Gestapo vers ses parents. Ceux-ci les hébergent parfois plusieurs mois. En lien avec d'autres Chellois, comme Marguerite Weczka (1898- ?), ils établissent des cartes d'identité et trouvent des planques de transfert.

Lors d'une opération visant à récupérer des armes à Paris, Arthur De Smet, âgé de 20 ans, est piégé le 16 août 1944 avec d'autres résistants, dont treize Chellois. Frappés dans les locaux de la Gestapo parisienne, ils sont massacrés le soir même à la cascade du Bois de Boulogne.

Malgré le décès de leur fils, Léonie et René De Smet restent actifs au sein des FFI jusqu'à la Libération.



LA CASCADE DU BOIS DE BOULOGNE
Inauguré le 6 juillet 1946, le monument aux fusillés de la Cascade du Bois de Boulogne liste les noms des 35 résistants tués la nuit du 16 au 17 août 1944. Source : Rémi Jouan

En haut :
Arthur De Smet, reconnu « Mort pour la France », repose au carré militaire du cimetière communal de Chelles. Comme leur fils, Léonie a reçu la médaille de la Résistance française en 1946 et René a été homologué FFI.

Source : Archives municipales de Chelles



À Chelles, une « Avenue Arthur de Smet », ainsi qu'une plaque commémorative sur la façade de la mairie portent la mémoire du résistant. Source : Geneonet, Liebart7



Le patriote calligraphe

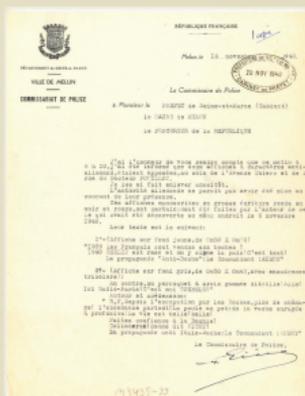
LE « COMMANDANT AUBRY »

Les 6 et 16 novembre 1940, la police découvre des affiches calligraphiées, parfois signées « R. Aubry » ou « Commandant Aubry », apposées dans le sud de Melun. Cet auteur, qui demeure inconnu, se dit combattant « de 14-18 et de 39-40 ». Les références à la Grande Guerre sont nombreuses ainsi que les symboles républicains. Le Commandant Aubry rédige avec le plus grand soin ses affiches avec l'emploi de caractères gothiques qui renforcent leur aspect antigermanique et y intègre des caricatures. L'humour devient ainsi un outil de la « propagande anti-boche » d'Aubry.

Il dénonce sur ses affiches le pillage des ressources par les « vampires boches » et les « oiseaux de proie d'Hitler » qualifiés aussi de voleurs et d'assassins. Le Commandant Aubry s'attaque vivement à la collaboration menée par les « crapules et des gangsters de Vichy » et dénonce la trahison du Maréchal Pétain ainsi que celle « du fou Laval, le Hitler français ». Enfin, Aubry appelle à la résistance armée avec des accents révolutionnaires indiquant que la victoire est proche et certaine. Malgré leur qualité, ces affiches, réalisées à de rares exemplaires et très vite décollées par la police, n'ont eu qu'une faible audience. Elles demeurent malgré tout un des premiers signes visibles de la Résistance en Seine-et-Marne.



Affiche de propagande anti-allemande. (AD77, cote M3435-1)



Courrier adressé au Préfet le 16 novembre 1940 par le Commissaire de police de Melun faisant état de la découverte de deux affiches « à caractère anti-allemand ». (AD77, cote M3435-33)



Photographie des affiches découvertes le 16 novembre 1940 réalisée par le Commissaire de police de Melun. (AD77, cote M3435-35)

En haut :
Affiche de propagande anti-allemande.
(AD77, cote M3435-2)



Une adolescence sous le signe de la Résistance

**MUGUETTE CHESNAIS,
NÉE PETIT**

Aînée d'une fratrie de huit enfants, Muguettes Petit naît en 1925 et grandit à Dammarie-lès-Lys. Dès 1941, la cordonnerie familiale se lie à l'Organisation Spéciale (OS). Suivant l'exemple de son père et de son frère Marcel (1926-2010), Muguettes, âgée de 15 ans, distribue des tracts pour l'OS dès mars 1941, puis pour le Front National, un mouvement de la Résistance extérieure française. Malgré l'exécution de résistants du secteur, l'arrestation puis la déportation de Marcel, Muguettes Petit devient agent de liaison en 1942 sous le nom de « Colette » puis de « Chapu ». Dirigée par Lucien Boutet, chef Francs-Tireurs et Partisans (FTP), elle recrute et cache des réfractaires, contribuant à multiplier de petites équipes pour la Région 14 des FTP et à créer le maquis de Saint-Mammès. Pour le Front patriotique de la Jeunesse, elle cache aussi chez elle du matériel de propagande et distribue de la presse clandestine.

Active dans la Libération de Dammarie-lès-Lys le 22 août 1944, Muguettes Petit réunit notamment le Conseil Local de Libération, dont elle est le 5^e adjoint jusqu'aux élections municipales de 1945, et arrête des collaborateurs. En mai 1945, assurée du retour de Marcel des camps de concentration, elle fête ses 20 ans.



À la Libération, le 25 août 1944, Muguettes Petit (à droite au 3^e rang) fait photographier les Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) de Dammarie-lès-Lys devant le château du Lys.
(AD77, cote | 1245)

En haut :
Photographie de Muguettes Petit. Parmi ses manuscrits, elle témoigne « On fait tous notre travail sans savoir avec qui seulement on le faisait [...] jamais je n'ai été arrêtée [...] J'ai eu une veine insolite de passer à travers [...] Pourquoi j'ai de la chance ? Je me le demande encore ».
(AD77, cote | 1245)



Le professeur résistant

PAUL BARENNES
1904 - 1965

Paul Barennes maire de Meaux à la Libération

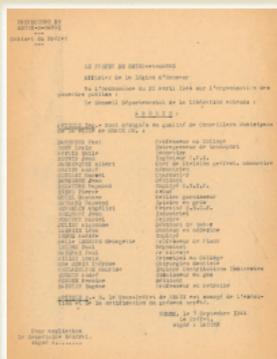
Originaire de Lectoure (Gers), Paul Barennes obtient son baccalauréat à Toulouse en 1922. Il exerce plusieurs métiers dans l'éducation en devenant tour à tour maître d'internat, répétiteur, économe, surveillant général puis professeur de mathématiques dans différentes villes : Nogent-le-Rotrou, Châlons-sur-Marne et Meaux. Paul Barennes est socialiste et militant syndical.

Réformé, Paul Barennes ne participe pas à la campagne de France en 1940. Il entre en revanche dans la Résistance en rejoignant l'*Organisation civile et militaire* (OCM), un mouvement bien implanté à Meaux et ses environs, spécialisé dans les filières d'évasion, le recueil de renseignements et les caches d'armes.

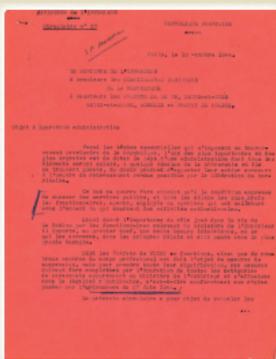
Responsable de l'OCM pour le Nord de la Seine-et-Marne, Paul Barennes organise des parachutages d'armes et prend une part active à la Libération de Meaux. Le 28 août 1944, il est nommé maire provisoire de la ville.

Paul Barennes devient président du Comité local de Libération de Meaux et vice-président du Comité départemental de Libération (CDL). Il joue un rôle important dans le retour de la légalité républicaine à Meaux, dans l'Arrondissement et dans le Département.

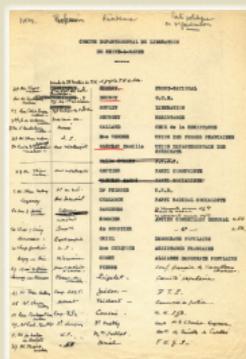
Après la guerre, Paul Barennes exerce plusieurs mandats politiques, tout en demeurant professeur de mathématiques : maire de Meaux, conseiller général, député.



Immédiatement après la Libération le maire de Meaux, Léon Burnet, est démis de ses fonctions en raison « de son attitude pendant l'occupation ». Une nouvelle municipalité est mise en place avec des élus déjà en fonction avant la guerre et des personnalités issues de la Résistance dont Paul Barennes. (AD77, cote M4118)



Le 25 novembre 1944, Paul Barennes, en tant que membre du CDL de Seine-et-Marne, est nommé « Président de la Commission d'épuration de l'Arrondissement de Meaux pour les fonctionnaires ou agents communaux ». À ce titre il examine des dossiers d'agents accusés de collaboration avec l'occupant ou les mouvements collaborationnistes de Vichy. Les cas examinés étant le plus souvent mineurs, les agents incriminés sont déplacés ou révoqués. (AD77, cote SC1399)



En janvier 1945 le ministère de l'Intérieur demande au préfet de Seine-et-Marne, Jean Lataux, la liste des membres du Comité Départemental de la Libération avec pour chacun d'eux leur profession, le lieu de résidence, le parti politique, l'organisation syndicale ou l'organisation de résistance à laquelle il appartient. Les archives départementales conservent le brouillon de la liste. Le professeur Paul Barennes, résident 80 rue Jean-Jaures à Meaux, « ne représente aucune organisation » mais est membre du CDL en qualité de maire de Meaux. (AD77, cote SC1399)



Photographie de Paul Barennes offrant un vin d'honneur aux libérateurs américains invités à la mairie de Meaux le 27 août 1944. Cliché B. Chambard publié par René Roy, La Brie en Guerre, 1939-1945, Presses du village, 2002. 1945, Presses du village, 2002.



Après la guerre vient le temps de la reconnaissance et des décorations. Le capitaine Philadelphe, commandant des FFI du sous-secteur de Meaux, qui était dans la Résistance avec le capitaine des FFI Paul Barennes, le propose pour qu'il soit décoré de la Médaille de la Résistance. Paul Barennes a été fait chevalier de la Légion d'honneur en 1952. Archives municipales de Meaux, 49-469

En haut :
Source : Assemblée nationale



L'âme du réseau Cohors-Asturies

SUZANNE TONY ROBERT

1900 - 1995

Née à Maubeuge (département du Nord) en 1900, Suzanne Bougenot est l'épouse d'un industriel, Tony Robert, un polytechnicien qui dirige les sucreries SAY. Le couple vit entre Paris et le château de Forcilles à Férolles-Attilly, près de Brie-Comte-Robert. En septembre 1941, Suzanne Tony Robert rencontre Jean Cavallès, qui organise en zone occupée un réseau lié au mouvement Libération : Cohors. Jean Cavallès propose à Suzanne Tony Robert d'en constituer la branche seine-et-marnaise. Ce réseau se spécialise dans le renseignement militaire et dans la réception de parachutages. Suzanne Tony Robert rassemble autour d'elle des Briards dont Jean et Geneviève Congy, tous deux médecins. Peu à peu, le réseau s'étend et compte une soixantaine de membres, dont son mari, qui recueille des renseignements sur les activités militaires allemandes notamment en Seine-et-Marne ; informations que Suzanne Tony Robert fait remonter jusqu'à Londres. En 1943, plusieurs membres du réseau Cohors, dont Jean Cavallès et Jean Congy sont arrêtés.

Le réseau prend le nom d'Asturies et poursuit ses activités jusqu'à la Libération. Suzanne Tony Robert est selon Albert Guerville, le dernier chef de Cohors-Asturies, « l'âme » de ce réseau.

L'ENTRÉE EN RÉSISTANCE

« [Le 1^{er} septembre 1941], Cavallès me fit part de ses projets : établir en zone Nord une organisation analogue à celle de d'Aster [de la Vigiérie] avait établie en zone Sud sous le nom de Libération.

Cette organisation serait divisée en quatre sections : une section politique, une section renseignements, une section action, une section évacuation.

Il me demanda à laquelle de ces sections je pensais pouvoir consacrer mes efforts. Je lui répondis que les questions politiques me paraissaient prématurées et que je trouverais bon qu'il y ait aussi dans la Résistance une union nationale. Les renseignements me paraissaient offrir la meilleure voie à mon activité, étant donné que nous pourrions utiliser des usines que contrôlait mon mari.

L'action immédiate, attentats et sabotages étaient hors de mes moyens. Quant aux chaînes d'évacuation pour le rapatriement d'aviateurs alliés, elles ne m'attiraient qu'à demi ; c'était trop risquer pour des soldats qui ne risquaient, eux, que le camp d'internement.

Il fut donc convenu que je m'essayerais dans le renseignement. »

Témoignage de Suzanne Tony Robert recueilli le 1^{er} décembre 1972. (AD77, cote MDZ1266)

Il entre alors en rapport avec le docteur ROBERT, médecin qui lui demande de devenir son médecin militaire pour le département. Il signe un engagement de service dans les Forces Françaises libres pour la durée de la guerre plus trois mois, mais sans que le docteur ROBERT lui donne aucun document. Le 20 août 1943, le docteur ROBERT lui propose de servir la Résistance. Après de vives hésitations, elle accepte de servir la Résistance et l'organisation militaire de l'armée secrète française « Libération » en Seine-et-Marne et à fournir au mouvement, sous les pseudonymes qu'il peut recevoir sur les organisations allemandes de Seine-et-Marne.

Le 20 août 1943, le docteur ROBERT et plusieurs membres du groupe de ROBERT-ROBERT ont été arrêtés par la Gestapo. Il reste sans nouvelles pendant de longues semaines de son mouvement en Seine-et-Marne. Il reprend dès que possible le contact avec ROBERT (sous le nom de ROBERT) sous le nom de Suzanne Tony Robert. Il lui fait parvenir un petit exemplaire de « Libération » et lui fournit des renseignements pour le réseau « Cohors-Asturies ».

(...)

Pendant toute cette période, il fournit consciencieusement des renseignements au réseau « Cohors-Asturies ». Les renseignements furent une véritable épave sur la Gestapo sous Dutschke qui y ajouta en octobre 1944, un petit exemplaire de « Libération » et plusieurs adresses de ROBERT et un plan de Paris. Le docteur ROBERT lui fit parvenir un petit exemplaire de « Libération » et lui fournit des renseignements pour le réseau « Cohors-Asturies ».

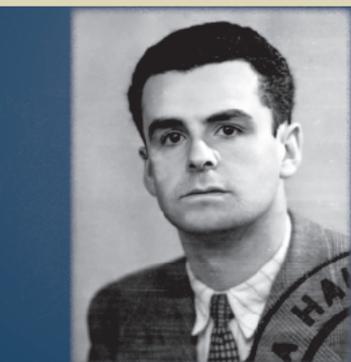
Louis Lion (1915-2005) entre en 1942 dans le réseau Cohors-Asturies, il est chargé de l'organisation militaire du mouvement Libération en Seine-et-Marne. Louis Lion combat en août 1944 dans la région de Mormant. Il intègre ensuite, avec le bataillon des FFI de Meur, le 1^{er} régiment de Dragons qui participe à la conquête de l'Allemagne. Dans le dossier d'instruction pour l'attribution de la médaille de la Résistance, Louis Lion revient sur ses relations avec Suzanne Tony Robert. (AD77, cote SC51325).



LA LIBÉRATION DE PARIS

Une du journal *Délivrance* ! publié le 20 août 1944 à Paris par Mahaut, un des pseudonymes de Suzanne Tony Robert et tiré à 160 000 exemplaires (Bibliothèque nationale de France, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/eb3275504s>)

En haut :
Portrait de Suzanne Tony Robert, fondatrice du réseau Cohors en Seine-et-Marne.
Source : Musée de la Résistance en ligne



L'intellectuel

JEAN-PIERRE VERNANT
1914-2007

L'enfance de Jean-Pierre Vernant est marquée par le drame de la Grande Guerre, qui lui enlève son père, mort au front en 1915. Après avoir perdu sa mère à l'âge de 8 ans, il fait ses études secondaires à Paris aux lycées Carnot et Louis-le-Grand puis des études de philosophie à la Sorbonne. Les frères Jacques et Jean-Pierre Vernant ne tardent pas à faire parler d'eux : ils sont reçus majors de l'agrégation de philosophie à deux ans d'intervalle, respectivement en 1935 et 1937.

Vient le temps de l'engagement antifasciste et antinazi : les frères Vernant affrontent, dès février 1934, dans le Quartier latin, l'Action Française, les Croix de Feu et les Camelots du Roi. À l'issue de la campagne de France, ils rédigent, impriment et distribuent des tracts clandestins, tout en retrouvant chacun un poste d'enseignant. Jean-Pierre Vernant est nommé à Toulouse où il s'engage dans la Résistance. En 1942, il devient « Coordinateur des groupes paramilitaires toulousains » au sein du mouvement Libération Sud. Leader des Corps-Francis de la Libération de son département, il occupe d'importantes responsabilités parmi les FFI de Haute-Garonne.

Jean-Pierre Vernant est nommé Compagnon de la Libération en 1946. Jusqu'à la fin de sa vie, il demeure fidèle à ses convictions de résistant.



Jean-Pierre Vernant est passé au maquis au moment du débarquement en Normandie (6 juin 1944). Sous le nom de Colonel Berthier, il commande les FFI de Haute-Garonne et figure parmi les libérateurs de Toulouse.
Source : collection privée Monique Montès



Portrait de Jacques Vernant en 1935.
(AD77, cote P235/152)
Jacques Vernant (1912-1965), reçu 1^{er} à l'agrégation de philosophie deux ans avant son frère, écrit de nombreux éditoriaux dans *Le Briant*, journal républicain seine-et-marnais fondé à Provins par son grand-père. Il enseigne dans plusieurs lycées de 1940 à 1945 tout en jouant un rôle important dans le mouvement de résistance Libération.

En haut :
Source : Musée de l'Ordre de la Libération

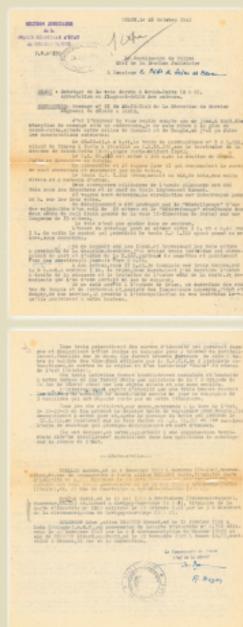


« L'Armée du Crime » en Seine-et-Marne

Le 21 février 2024, Missak et Mélinée Manouchian sont entrés au Panthéon. Avec eux, la République honore la mémoire des 23 résistants communistes étrangers Francs-Tireurs et Partisans - Main-d'œuvre Immigrée (FTP-MOI), condamnés à mort par le tribunal militaire allemand et exécutés au Mont-Valérien le 21 février 1944.

Parmi les condamnés de l’Affiche rouge, figurent plusieurs membres du 4^e détachement du groupe Manouchian-Boczov dit des « déraailleurs », spécialisé dans le sabotage des voies ferrées. Emeric Glasz, Moska Fingercweig, Léon Goldberg, Amedeo Usseglio, Salomon Schapira, Joseph Boczov, Jonas Geduldig, Wolf Wajsbrot et Thomas Elek sont les auteurs de plusieurs déraillements en Seine-et-Marne. Entre août et octobre 1943, ils font dérailler des trains à Villepatoir, au Châtelet-en-Brie, à Gretz, à Coubert et à Nemours.

Le sabotage de la ligne Troyes-Paris à Grandpuits le 26 octobre 1943 est le plus spectaculaire. Il cause la mort de deux convoyeurs allemands et la destruction de nombreux wagons et de leurs marchandises. Ces actions nuisent en effet considérablement à l’économie allemande et à l’effort de guerre du Reich. Le lendemain du sabotage, la police arrête trois des six membres du groupe des « déraailleurs ».



Rapport du chef de la Section judiciaire de Meunier au Préfet de Seine-et-Marne relatant les circonstances du déraillement du train de marchandises à Grandpuits le 26 octobre 1943. (AD77, cote SC 26488)



Le 26 octobre à 4h44, le groupe FTP-MOI fait dérailler à Grandpuits un train composé de 51 wagons. (AD77, cote SC 26488)

En haut :
Affiche 'Des libérateurs ? La libération par l'armée du crime' (AD77, cote 58 F1 153)



L'étranger

ALPHONSE MAZZURANA
1908-1944

Alphonse Mazzurana, ébéniste italien, est né à Bertonico en Lombardie en 1908. Installé avec sa famille à Pontault-Combault, il entre dans la Résistance au sein du groupe des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) de sa commune en compagnie de son beau-frère Pierre Carayon.

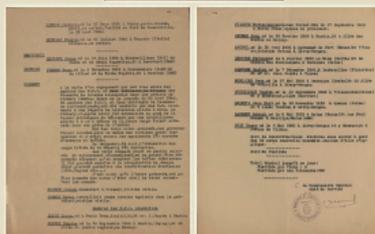
Le 19 août 1944, alors qu'ils mènent une action qui vise à s'emparer de véhicules allemands en gare de Joinville-le-Pont, son groupe est arrêté à Champigny-sur-Marne par une patrouille allemande qui trouve des armes dans leur véhicule. Onze personnes, dont Alphonse Mazzurana, sont emmenées au fort de Nogent-sur-Marne, puis transférées le lendemain au fort de Romainville.

Le fort est alors occupé par les troupes auxiliaires de la Wehrmacht, les « Géorgiens » de l'armée Vlassov qui, avant de quitter les lieux en raison de l'arrivée imminente des Alliés, exécutent les onze détenus le 20 août. Découverte dès le lendemain, la sauvagerie du massacre est photographiée et filmée par le Comité de libération du cinéma français. Les images des corps mutilés sont diffusées dans la presse et dans les salles de cinéma parisiennes, marquant fortement les esprits.

En 1946, Alphonse Mazzurana est reconnu « Mort pour la France » et est nommé, à titre posthume, caporal-chef des FFI. En 1951, il est décoré de la médaille militaire pour faits exceptionnels de guerre et de résistance.



Première page du journal quotidien Ce Soir présentant les corps mutilés des onze résistants exécutés au fort de Romainville.
Source : www.parismuseescollections.paris.fr



LES FUSILLÉS SEINE-ET-MARNAIS
Rapport des renseignements généraux présentant la liste des personnes fusillées par les allemands ou par Vichy pour résistance. (AD77, cote M11410)

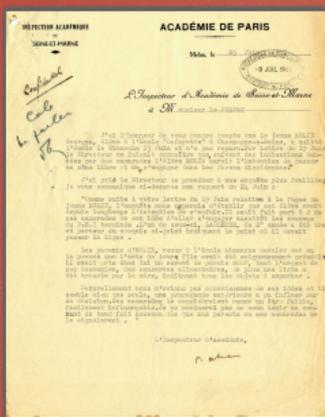
En haut :
UNE FAMILLE
Mariage de Pierre Carayon et d'Ida Blumenfeld le 26 juin 1937.
De gauche à droite, Marie-Louise Carayon (épouse d'Alphonse Mazzurana), Pierre Carayon, Ida Blumenfeld et Alphonse Mazzurana. Source : Dictionnaire biographique Le Maitron.



L'élève qui voulait rejoindre de Gaulle

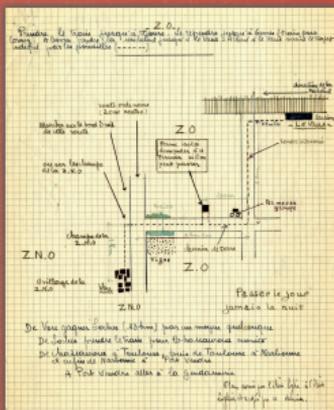
GEORGES ÉGLIN
1924-1993

Georges et Jean Églin de Savigny-le-Temple sont scolarisés à l'École des métiers *La Fayette* à Champagne-sur-Seine qui forme des garçons aux différents métiers de l'industrie. Le 15 juin 1941, Georges Églin fugue de son établissement en direction de l'Espagne d'où il espère rejoindre le général de Gaulle à Londres. Georges Églin prépare soigneusement son voyage, emportant avec lui ses papiers, de l'argent et de la nourriture. Avant de partir, il laisse à ses camarades un plan et des conseils pour franchir la ligne de démarcation en Indre-et-Loire. Cette fugue déclenche une enquête dans l'école qui passe alors, aux yeux de certains, pour être un foyer de propagande gaulliste. Georges Églin arrive dans les Pyrénées, mais ne réussit pas à atteindre l'Espagne. Arrêté par les gendarmes, il est placé dans un Camp des Compagnons de France à Tarbes. En 1944, Georges Églin rejoint les maquis de la Haute-Lozère puis la 4^e division marocaine de montagne qui a débarqué en Provence avec le général de Lattre de Tassigny. Son petit frère Raymond Églin, quitte la Seine-et-Marne pour rejoindre un maquis des Forces françaises de l'intérieur (FFI) dans le Doubs. C'est comme agent de liaison avec l'Intelligence Service britannique qu'il est tué au combat, à 17 ans, le 5 septembre 1944.



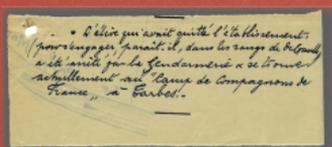
LA FUGUE

Courrier de l'inspecteur d'Académie au Préfet de Seine-et-Marne signalant la fugue de Georges Églin qui aurait l'intention de « s'engager dans les forces dissidentes » (AD77, cote SC25573)



FRANCHIR LA LIGNE DE DÉMARCATIION

Plan destiné à franchir la ligne de démarcation dans la région de Loches (département d'Indre-et-Loire) que Georges Églin a donné à un de ses camarades de classe pour qu'il le recopie. (AD77, cote SC25573)



LA FIN DE L'AVENTURE

Note adressée au Préfet de Seine-et-Marne indiquant que Georges Églin a été arrêté par les gendarmes et conduit dans un camp de jeunesse à Tarbes (département des Hautes-Pyrénées). (AD77, cote SC25573)

En haut :
Photographie des frères Églin, Georges, Jean et Raymond.